

# LES GUERRES DE BUSH POUR LE PETROLE

par **Hocine MALTI**

publié par Algeria-Watch, 21 mars 2008

Grande était la déception des participants du rallye Lisbonne – Dakar quand on leur a annoncé, en toute dernière minute, la veille du départ de la capitale portugaise, que l'épreuve était annulée ! Les rêves et les économies des uns, les ambitions et les contrats de sponsoring des autres s'étaient, tout d'un coup, envolés. Le groupe Amaury, organisateur de la course, déclarait avoir pris cette décision à la demande expresse du ministère français des affaires étrangères, qui avait eu connaissance de menaces de l'organisation terroriste Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), qui projetait de s'attaquer à la caravane lors de la traversée de la Mauritanie. Il rajoutait qu'il n'avait pas obtenu de plus amples informations, car lui avait-on dit, c'était un secret d'Etat. Il faut croire qu'il devait effectivement s'agir de très grosses menaces, couvertes d'un énorme secret d'Etat, du moment que les efforts et le travail fournis durant toute une année par les organisateurs étaient ainsi sacrifiés, que les millions d'euros engagés pour la préparation de l'épreuve partaient en fumée et que la soif d'aventures de plus de 500 concurrents s'évanouissaient. Quel pouvait être cet énorme secret d'Etat qui avait fait que l'on avait permis à l'AQMI de remporter une victoire politico-médiatique sans précédent en obtenant l'annulation du plus grand rallye-raid au monde ? Une victoire qui a du certainement rehausser son prestige auprès de nombre de jeunes du monde arabo-musulman et lui valoir probablement des recrues qui ont rejoint ses rangs. Une autre partie sortait incontestablement vainqueur de cet imbroglio sportif et politique : les Etats-Unis. La thèse qu'ils développent depuis quelques années déjà, selon laquelle le Sahel était devenu une zone de non droit, un nouvel Afghanistan dans lequel allait s'installer Al Qaïda, se trouvait ainsi renforcée ; de même, était confirmé le rôle de gendarme de la région qu'ils se sont attribués au lendemain des attentats du 11 septembre. En annulant le Dakar, les organisateurs remettaient en lumière les deux partenaires de ce couple infernal, qui n'en demandaient peut être pas tant. Couple infernal, car là où se trouve Al Qaïda, on voit apparaître l'armée américaine, et à l'inverse quand celle-ci débarque quelque part, on voit immédiatement Al Qaïda se manifester. Et comme à chaque fois, pour peu que l'on fouille un petit peu, on retrouve derrière les "affrontements" George W. Bush – Oussama Ben Laden, les énormes intérêts des compagnies pétrolières américaines.

## **La politique pétrolière de George W. Bush**

Moins de deux semaines après son installation, en février 2001, à la Maison Blanche, George W. Bush créait un comité de travail dénommé NEPD Group (National Energy Program Development). Sous la présidence du vice président Dick Cheney, ce comité était chargé de faire le bilan de la politique et des besoins énergétiques du pays et de proposer un programme de développement du secteur de l'énergie pour les 20 années suivantes.

Aux yeux du pouvoir américain, le bilan fait par le groupe de travail était plus qu'alarmant ; jamais l'Amérique n'avait été autant déficitaire en énergie depuis la décennie 70, marquée par des embargos et par le premier choc pétrolier. Bien que la production nationale en pétrole ait augmenté de près de 40% par rapport à ce qu'elle était à l'époque, il n'en reste pas moins que les Etats-Unis avaient importé, en l'an 2000, 52% de leur consommation depuis l'étranger. Le NEPD prévoyait que si ce rythme de consommation se maintenait, les Américains importeront deux barils sur trois 20 ans plus tard. Il se profilait donc, pour la première puissance mondiale, une dépendance de plus en plus grande de l'étranger en matière pétrolière. Le NEPD group en concluait que ce déficit énergétique porterait inévitablement atteinte à l'économie nationale, au standard de vie américain et constituerait un très grave danger pour la sécurité du pays. Le mot était lâché : la sécurité du pays était menacée ! Les néo cons de la Maison Blanche décidèrent alors que tous les moyens, diplomatiques, politiques, économiques, militaires, toutes les voies, pacifiques, violentes, légales, illégales, la guerre, les alliances contre nature, tout devait être mis en œuvre pour remédier à la situation. Le NEPD proposait de moduler les relations des Etats-Unis avec les pays producteurs de pétrole en fonction de l'état des lieux dans chacun d'entre eux ; il recommandait aussi les lignes générales de la politique à adopter vis-à-vis des grandes régions pétrolifères du monde, qui permettrait aux compagnies pétrolières américaines de s'y installer durablement. Il appartenait alors au Président et à son exécutif de programmer les voies et moyens nécessaires pour aider ces compagnies à pénétrer ces zones et à prévoir les moyens humains et matériels que l'Etat fédéral utiliserait pour protéger leurs intérêts.

Ainsi pour le Moyen Orient, il était prévu d'encourager et soutenir les tentatives d'ouverture à l'investissement étranger des secteurs pétroliers de l'Algérie, du Koweït, d'Oman, du Qatar, des Emirats Arabes Unis et du Yémen. Le résultat anticipé d'une telle démarche était d'aboutir à terme à la privatisation totale de l'industrie pétrolière de ces pays, que les multinationales prennent les choses en mains au détriment des compagnies nationales, ce qui signifiait la disparition de l'OPEP et le retour au système des concessions des années cinquante.

Cette même recommandation d'amélioration du climat pour l'investissement étranger était retenue pour une autre grande région pétrolifère du monde, celle de la mer Caspienne. Il y était programmé la réalisation de certaines infrastructures de transport, dont des oléoducs et des gazoducs nommément cités, qui traverseraient le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie.

L'Afrique est la troisième grande région pétrolifère traitée dans le rapport du group NEPD ; il y constatait que de par sa qualité et de par sa proximité, le pétrole africain représentait pour les raffineries de la côte Est des Etats-Unis, le meilleur du marché. Le rapport insistait par ailleurs tout particulièrement sur l'importance de certains investissements réalisés par les compagnies pétrolières américaines au Tchad, au Nigeria, au Bénin, au Togo ou au Ghana. Ces deux constatations laissaient prévoir déjà à l'époque ce qui allait se passer plus tard dans la région du Sahel.

### **L'Afghanistan**

Depuis la chute du mur de Berlin et le démantèlement de l'Union soviétique, les compagnies pétrolières américaines se sont ruées sur le nouvel Eldorado représenté par les pays d'Asie centrale, l'Azerbaïdjan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan, tous extrêmement riches en pétrole et gaz. Leur caractéristique principale est qu'ils sont enclavés ; aussi est-il nécessaire de construire des milliers de kilomètres de gazoducs et d'oléoducs pour transporter le pétrole et le gaz produits jusqu'à des ports d'évacuation en Méditerranée ou dans l'Océan Indien. Par ailleurs, ces pays sont entourés par

la Russie au nord, la Chine à l'est et l'Iran à l'ouest, autant de pays considérés ennemis par les Américains et par lesquels ces pipelines ne doivent donc pas transiter ; ne restent plus alors que deux possibilités, l'Afghanistan au sud et la Géorgie à l'ouest.

C'est encore durant les années Clinton que la compagnie pétrolière Union Oil Of California (UNOCAL) avait lancé, en association avec les Saoudiens de Delta Oil, la construction d'un gazoduc destiné à évacuer le gaz produit au Turkménistan vers l'océan Indien à travers l'Afghanistan et le Pakistan. C'est ce que l'on a appelé le Cent Gas Project. A cette date – nous sommes au milieu des années 90 - la guerre civile faisait rage en Afghanistan ; ils étaient plusieurs chefs de guerre, de plusieurs ethnies différentes, à se battre pour la prise du pouvoir après la chute du pouvoir communiste hérité de l'occupation soviétique. Chacun de ces chefs exigeait d'Unocal le paiement d'une dîme pour laisser le chantier de construction traverser sans encombre la portion de territoire qu'il contrôlait. Unocal avait considéré que de toutes ces milices, seuls les Talibans constituaient une force disciplinée et en mesure d'imposer cette discipline à l'ensemble du pays. De concert avec la CIA, elle décida alors de soutenir l'effort de guerre des Talibans, en leur fournissant de l'argent, des armes et des renseignements ; leur allié, Oussama Ben Laden et son organisation Al Qaïda bénéficièrent de la même assistance. Les Talibans, qui étaient cantonnés jusque là dans une poche autour de Kandahar, lancèrent alors une offensive de grande envergure qui leur permit de battre à plates coutures les Burahuddin Rabbani, Shah Messaoud et autres et à prendre le pouvoir dans tout le pays. La coopération entre Unocal et les Talibans s'intensifia jusqu'au mois de décembre 1998, quand l'entreprise annonça avoir renoncé à la réalisation du Cent Gas Project. Mais avant d'en arriver là, l'exploitation du gaz du Turkménistan avait eu pour résultat que les Américains avaient financé et renforcé le pouvoir de ceux qu'ils allaient considérer, peu de temps après, comme leurs pires ennemis et auxquels ils allaient faire la guerre. On comprit aussi plus tard, avec l'arrivée de George W. Bush et des pétroliers texans à la Maison Blanche, que le projet Cent Gas n'était nullement abandonné et qu'il ne s'agissait en réalité que d'un report, ce que les nominations à différents hauts postes de responsabilité auxquelles il a procédées et les nombreux événements survenus après son accession au pouvoir nous ont amplement démontré.

Condoleezza Rice nommée conseillère à la sécurité avant d'accéder au poste de secrétaire d'Etat avait été membre du conseil d'administration d'Unocal. Hamid Karzai, futur chef de l'Etat afghan, chef d'une grande tribu pachtoun, était chargé, au sein d'Unocal des contacts et négociations avec les Talibans. Zalmay Khalilzad, afghan d'origine, qui fut nommé au poste d'ambassadeur à Kaboul, avant d'être transféré plus tard, au même poste, à Bagdad et aux Nations Unies, faisait également partie du staff d'Unocal, où il s'occupait lui aussi de contacts et de négociations avec les Talibans. James Baker qui a eu la responsabilité de nombreux dossiers sensibles sous l'administration de George W. Bush, dont celui du Sahara Occidental, a fait lui aussi partie des nombreuses personnalités ayant travaillé pour Unocal.

Par ailleurs, au sein du groupe de contact d'Unocal avec les Talibans, on trouvait aussi une proche de l'ex roi d'Afghanistan Zaher Shah, Leili Helms, épouse du neveu de Richard Helms, ex patron de la CIA. D'ailleurs, les Talibans avaient leur propre mission diplomatique aux Etats-Unis, dont les bureaux se trouvaient dans le Queens à New York.

Notons aussi que c'est la fameuse société Enron, très proche du clan Bush, qui a entrepris les études de faisabilité du projet Cent Gas et que parmi ses actionnaires, on trouvait celui qui a été six années durant ministre de la défense des Etats-Unis, Donald Rumsfeld, ainsi que le haut représentant d'Etat US au commerce et actuel président de la Banque mondiale, Robert Zoellick. De son côté, le vice président d'Enron, Thomas White a été nommé secrétaire d'état à l'armée par George W. Bush.

Enfin quelques autres menus détails nous démontrent que jusqu'au 11 septembre l'option Cent Gas n'avait pas disparu de l'agenda des affaires, puisque jusqu'à cette date, une liaison

téléphonique permanente avec les Talibans avait été maintenue par la division Asie du sud du Bureau de l'intelligence et de la recherche du département d'Etat ; de même, l'assistante du secrétaire d'Etat pour l'Asie du sud et ex officier de la CIA, Christina Rocca, avait rendu plusieurs visites aux représentants diplomatiques des Talibans à Islamabad.

A l'heure qu'il est, le projet est entrain de revivre une seconde vie ; aux dernières nouvelles la Maison Blanche exercerait des pressions sur les Pakistanais pour les pousser à construire un terminal gazier marin d'où serait évacué le gaz du Turkménistan.

Qu'en est-il par ailleurs des relations avec Oussama Ben Laden ? On sait que les relations de la CIA avec les services de renseignements pakistanais, l'Inter-Services-Intelligence (ISI) ont de tous temps été sulfureuses et que celles de l'administration américaine avec le régime de Pervez Musharraf n'ont jamais été non plus très claires. L'ex-première dame du Pakistan, Benazir Bhutto a été assassinée le 27 décembre 2007, après avoir échappée à une première tentative d'assassinat, le jour de son retour d'exil le 18 octobre. Le 2 novembre 2007, elle donnait une interview à la chaîne de télévision Al Jazeera, dans laquelle elle disait qu'elle avait informé par écrit le président Pervez Musharraf de ses doutes quant à ceux qui avaient commandité l'attentat raté contre sa personne. Parmi les pistes possibles, elle a cité ce *“personnage très important dans la sécurité, un ancien officier militaire impliqué avec le Jaish-e-Mohammed, l'un des groupes de Maulana Azhar ... et impliqué aussi avec Omar Sheikh, l'homme qui a assassiné Oussama Ben Laden”*.

Par cette phrase Benazir Bhutto nous remémore un certain nombre de choses que l'on avait quelque peu oubliées. Tout d'abord la mort d'Oussama Ben Laden. Mort assassiné, mort dans un bombardement, mort de sa maladie chronique des reins ? Toutes ces versions ont circulé. Celle de l'ex-première ministre vient s'ajouter à celles de George W. Bush lui-même, de Pervez Musharraf, de Hamid Karzai et du FBI ; certains journaux ont même écrit que ses funérailles sont intervenues le 26 décembre 2001. Cette déclaration nous remémore aussi que de très sérieuses sources avaient, en leur temps, rapporté qu'il avait subi des dialyses rénales dans un hôpital de Peshawar sous la protection de l'ISI et probablement avec l'accord du président pakistanais. Elle nous rappelle enfin qu'il avait effectué un séjour très médiatisé à l'hôpital américain de Dubaï en juillet 2001 et qu'il avait reçu la visite du chef d'antenne locale de la CIA, Larry Mitchell.

En parallèle à toutes ces annonces de sa mort, Oussama Ben Laden s'est manifesté épisodiquement par des enregistrements audio ou vidéo, des manifestations qui ont eu lieu à des moments critiques pour George W. Bush ; on se souvient, entre autres, de son apparition dans un enregistrement vidéo à la veille des dernières élections présidentielles américaines, ce qui avait énormément aidé le président américain pour sa réélection. Benazir Bhutto était une personne respectable et probablement très bien informée ; alors Oussama Ben Laden est-il encore en vie ? Reconnaissons que, pour le moins, c'est un personnage très commode puisqu'on peut le déclarer mort ou le ressusciter selon les besoins et les intérêts du moment ! Quel extraordinaire personnage aussi, puisque les Etats-Unis d'Amérique le déclarent ennemi numéro 1 mais le traitent, tout comme le font d'ailleurs leurs alliés pakistanais, avec les égards dus à un chef d'Etat !

Quant à l'homme que Benazir Bhutto cite dans son interview, qui aurait assassiné Oussama Ben Laden, Ahmed Omar Sheikh, c'est le type même de l'agent de l'ISI, manipulateur et manipulé, qui a collaboré avec la CIA, avec les Talibans, avec Al Qaïda et avec Oussama Ben Laden lui-même. Il est aujourd'hui prouvé que cet homme a viré, sur ordre du directeur de l'ISI de l'époque, le général Mahmoud Ahmed, la somme de 100 000 dollars sur le compte de Mohamed Atta, chef du commando qui a exécuté les attentats du 11 septembre. Certaines sources affirment même que l'ISI seraient derrière ces attentats. Ces informations sont parfaitement connues des services secrets américains

Tous ces éléments nous amènent à constater, qu'au nom de la recherche de pétrole et de gaz, les Etats-Unis sont disposés à accepter tous les compromis, à fermer les yeux sur tous les coups fourrés, à participer à toutes les manipulations, voire de les orchestrer. Il est tout aussi clair que c'est la position stratégique et géopolitique particulière de l'Afghanistan, entouré de zones riches en pétrole et gaz, qui constitue la véritable raison de la guerre dans ce pays et de son occupation. Depuis 2001 l'Afghanistan n'est rien d'autre qu'un état satellite des Etats-Unis, un état pivot dans la politique d'accaparement des ressources pétrolières de la région, au seul bénéfice de l'Amérique.

## L'Irak

La guerre en Irak puis son envahissement par l'armée américaine avait pour motif officiel la recherche d'armes de destruction massive que Saddam Hussein était censé posséder ; on se souvient de la prestation ridicule de Colin Powell, secrétaire d'Etat, devant le Conseil de sécurité des Nations Unies, expliquant à la planète entière comment les "chercheurs" irakiens préparaient ces armes à l'intérieur de cabines ressemblant à des camping cars. Depuis tout le monde a compris que la véritable motivation américaine était de s'emparer des immenses richesses pétrolières du pays.

A la veille de l'invasion de l'Irak, plus de la moitié du pétrole brut consommé aux Etats-Unis provenait de l'exportation ; c'était une situation insoutenable selon les termes de la doctrine pétrolière de George W. Bush, telle qu'élaborée par le NEPD group. Les néo cons de la Maison Blanche avaient décrété, bien avant l'élection de novembre 2000, que l'Irak avec ses 10 000 à 30 000 milliards de dollars de réserves pétrolières était vital pour les intérêts nationaux sécuritaires des Etats-Unis. Dans le chapitre ayant pour titre "Rebuilding America's Defence", contenu dans le programme qu'ils avaient préparé en vue de la conquête de la Maison Blanche (The project for a new American century), ils annonçaient qu'ils s'attacheraient, une fois arrivés au pouvoir, à sécuriser et à étendre l'influence américaine au monde entier ; dans le cas particulier de l'Irak et de la Corée du Nord, leur but était de détrôner les dirigeants de ces deux pays. Ils savaient par avance que la mise en application d'un tel programme coûterait extrêmement cher, entraînerait des guerres et risquait de ne pas être avalisé par le peuple américain ; il fallait donc, disaient-ils, *"pour changer les mentalités aux USA et vaincre les résistances éventuelles, que le pays subisse un nouveau Pearl Harbour !"*

Dans ses mémoires "The price of loyalty" (Le prix de la loyauté), Paul O'Neil, secrétaire au Trésor au moment des faits, rapporte que lors de la première réunion du Conseil national de sécurité, tenue le 30 janvier 2001, soit une dizaine de jours après l'arrivée de George W. Bush à la Maison Blanche, Donald Rumsfeld, secrétaire à la défense, déclarait : « Nous devons laisser tomber la politique de Clinton sur Israël et la Palestine et aller chercher Saddam ». Cette recommandation fut transmise au groupe du NEPD qui décida alors qu'augmenter la part des Etats-Unis dans la production et la commercialisation du brut dans le monde devrait être la principale préoccupation de la politique énergétique américaine au plan international, la recherche d'alternatives au pétrole ou la conservation d'énergie ne venant qu'en deuxième ou troisième position. Il était dit dans le rapport établi par ce groupe que *"le but principal de l'administration serait de convaincre, voire obliger les états de la région [le Moyen Orient] d'ouvrir leurs zones pétrolifères à l'investissement étranger et remplacer le contrôle national, c'est-à-dire celui de l'OPEP, par le pouvoir de décision des multinationales soumises au contrôle de l'Amérique et sensibles aux intérêts de l'Occident"*.

Les choses allaient devenir encore plus claires suite à la plus grande collaboration qui s'instaura alors entre le NSC (National Security Council) et le NEPD et à la fusion de leurs objectifs respectifs ; ainsi, "revoir la politique opérationnelle à adopter envers les états

voyous", des uns (le NSC), devint "les actions à mener pour capturer des champs de pétrole et gaz existants ou à découvrir", des autres (le NEPD). C'est toujours Paul O'Neil qui nous dit cela dans ses mémoires, lui qui a été membre des deux groupes ; il nous rapporte aussi qu'en mars 2001, les plans pour envahir et occuper l'Irak étaient déjà prêts et qu'il y était prévu, la prise en mains des champs pétroliers, l'installation de forces de "maintien de la paix" et la création de tribunaux pour juger les crimes de guerre.

De son côté Alan Greenspan, ex président de la Réserve fédérale, nous dit dans ses mémoires "The age of turbulence" (L'âge de la turbulence) : « *Je suis atterré de constater qu'il est politiquement incorrect d'admettre ce que tout le monde sait, à savoir que la guerre en Irak a pour raison essentielle le pétrole* ». Il explique clairement « *qu'à partir du moment où l'ex-allié Saddam Hussein était devenu un ennemi, il fallait l'enlever pour que la source du pétrole irakien ne reste plus entre ses mains et soit transférée aux forces du marché* », c'est-à-dire les multinationales. Tout comme les membres du NEPD Group, Alan Greenspan pensait qu'il fallait soustraire le pétrole au contrôle de Saddam, mais aussi à celui de tout gouvernement irakien ; ainsi disait-il, « *on empêcherait une OPEP affaiblie d'exercer une pression quelconque sur les Etats-Unis* ». La vision des néo cons de la Maison Blanche allait d'ailleurs au-delà, puisque pour eux l'Irak ne représentait qu'une première étape, le but ultime étant l'Iran. Leur mot d'ordre de l'époque était "*Everyone wants to go to Baghdad. Real men want to go to Tehran*" (Tout le monde veut aller à Bagdad. Les vrais hommes veulent aller à Téhéran).

Mais revenons encore une fois aux mémoires de Paul O'Neil, qui nous rapporte que le point n° 1 de l'ordre du jour de la première réunion du NSC, tenue le 30 janvier 2001, soit quelques jours après l'arrivée de George W. Bush à la Maison Blanche, était l'Irak. La réunion suivante, tenue le 1<sup>er</sup> février 2001, ne portait elle que sur l'Irak. Parmi les documents remis aux membres du NSC, figurait une étude de la DIA (Defence Intelligence Agency) qui listait les champs de pétrole et de gaz irakiens avec leurs caractéristiques, qui indiquait quelles seraient les compagnies pétrolières américaines candidates à la prise en mains de ces champs, ainsi que les blocs d'exploration à attribuer avec des propositions quant aux éventuels attributaires.

Un autre témoignage nous est fourni par Falah Al Jaboury, un consultant pétrolier ayant la double nationalité américaine et irakienne et qui avait déjà servi de contact avec Saddam Hussein, du temps de la présidence de Ronald Reagan ; il nous dit comment pendant que Colin Powell cherchait à nous convaincre que la guerre qui se profilait contre l'Irak avait pour unique but la recherche d'armes de destruction massive, le Département d'Etat était en possession d'un plan pour le pétrole irakien, établi par les "majors" pétroliers, avec l'assistance de l'université Rice au Texas, qui prévoyait de maintenir en l'état la compagnie nationale des pétroles INOC, mais d'y nommer des managers acquis aux thèses américaines, avant de l'ouvrir à la privatisation.

De son côté, la BBC a diffusé le plan secret du Pentagone, établi avant la guerre, qui consistait à vendre tous les gisements pétroliers irakiens aux multinationales et à augmenter la production de tous les champs nettement au-delà du quota arrêté par l'OPEP, de manière à affaiblir puis détruire cette organisation.

La revue spécialisée Oil & Gas International révélait, dans une parution d'octobre 2002, sa version des plans pétroliers de George W. Bush pour l'Irak, en 3 points :

- a/ - Comment réhabiliter l'industrie pétrolière irakienne et comment augmenter l'exportation de pétrole pour couvrir le coût de l'occupation militaire du pays ;
- b/ - Fallait-il revoir la participation de l'Irak à l'OPEP ?
- c/ - Fallait-il ou non honorer les contrats attribués par Saddam Hussein à des compagnies pétrolières non américaines ?

Rappelons enfin comment l'armée américaine, une fois entrée dans Bagdad, avait laissé faire des bandes de casseurs qui avaient envahi tous les bâtiments publics, y avaient dérobé tous les objets de valeur et y avaient souvent mis le feu ; il n'est pas jusqu'aux musées qui n'ont été laissés à l'abandon et d'où ont disparu des trésors de l'humanité, dont certains ont été ensuite retrouvés aux Etats-Unis. Un seul bâtiment a échappé à ce genre de razzia, le ministère des pétroles qui a été gardé comme une véritable forteresse.

Mais là n'est pas la fin de l'histoire. S'accaparer des immenses richesses pétrolières de l'Irak continue d'être l'unique objectif de l'administration américaine et des Républicains en particulier. N'a-t-on pas entendu John Mc Cain déclarer que, si nécessaire, l'armée américaine resterait encore mille ans en Irak ?

La privatisation de l'entreprise nationale des pétroles n'a cependant pas abouti en raison de l'opposition d'une partie du clergé chiite et de la résistance irakienne. C'est à partir du moment où ont commencé à circuler les rumeurs de privatisation que celle-ci a déclenché des opérations de sabotage des installations pétrolières, des pipelines en particulier. Un seul a échappé à la vague de dynamitage, c'est l'oléoduc qui évacue le pétrole de la région de Kirkouk, au nord de l'Irak vers le terminal de Ceyhan en Turquie. Ce n'est pas par hasard que ce pipeline a d'emblée été ultra sécurisé ; l'administration américaine tenait à favoriser, par ce geste, le pouvoir en place au Kurdistan pour la loyauté et le soutien qu'il lui avait exprimés depuis longtemps. L'idée derrière ce calcul était de provoquer la guerre civile dans le pays, voire la scission en trois zones autonomes, (nord, sud et centre), car il était prévu que chacune de ces zones collecterait à son seul bénéfice les revenus engrangés par les richesses pétrolières qu'elle recèle. Sachant que le pétrole se trouve essentiellement au nord et au sud de l'Irak, que la région de Bassorah est restée relativement calme depuis le début du conflit, c'était aussi là une manière de sanctionner la région centre, celle qui avait détenu le pouvoir du temps de Saddam Hussein. Ce calcul a failli réussir car il correspondait, dans une certaine mesure, au ressentiment éprouvé par les populations du nord et du sud, vis-à-vis de leurs concitoyens du centre du pays.

C'est finalement grâce à la sagesse et à la clairvoyance de certains députés - il en existe encore, ce qui n'est pas le cas des parlementaires et du président algériens qui ont été sur le point de brader les richesses pétrolières de leur pays en raison, nous avait-on dit, des menaces proférées par les Américains - mais c'est grâce aussi au réflexe patriotique d'une partie du clergé chiite, que le pétrole irakien n'est pas tombé dans l'escarcelle américaine. C'est la nouvelle constitution irakienne, adoptée par référendum en octobre 2005 qui a, en fin de compte, tué l'idée de privatisation, puisque l'article 109 de ce texte dit clairement que les hydrocarbures sont propriété nationale irakienne.

La nouvelle loi sur les hydrocarbures, non encore adoptée par le parlement, confirme également le statut d'entreprise nationale de l'INOC et que les revenus du secteur pétrolier doivent être répartis entre les différentes régions du pays, au prorata de la population de chacune. Les Américains ont néanmoins réussi à faire nommer à tous les postes de responsabilité de la compagnie nationale des hommes qui leur sont totalement acquis, tout comme ils ont réussi à inclure dans cette loi des dispositions qui garantissent aux compagnies pétrolières américaines des profits exceptionnels dans les gisements sur lesquels elles sont présentes. De même ces compagnies bénéficieront de très gros avantages financiers si elles venaient à investir dans la recherche pétrolière.

Signalons enfin que les Américains n'ont toujours pas renoncé à l'idée d'éclatement de l'Irak, puisque qu'ils soutiennent toute proposition qui va dans ce sens, dans le débat sur le partage du pactole pétrolier qui n'est pas complètement clos.

## La Géorgie

Les républiques d'Asie Centrale sont extrêmement riches en pétrole et gaz. Les compagnies pétrolières internationales se sont jetées en masse sur la région à la recherche de nouveaux gisements à exploiter, depuis l'éclatement de l'ex Union Soviétique. Les champs situés autour ou dans la mer Caspienne sont les plus prisés du fait de leur plus grande proximité de l'Europe et des marchés occidentaux ; des dizaines de milliers de kilomètres de gazoducs et d'oléoducs ont été construits ou sont en cours de construction depuis le début des années 2000. L'impératif numéro 1 pour tous ces pipelines est qu'ils doivent traverser des régions sécurisées à défaut d'être sûres ; ils doivent aussi aboutir à des terminaux marins situés en pays ami. Or, de nombreux conflits ethniques et des guerres larvées (Nagorny Karabakh, Abkhazie, Tchétchénie, Ossétie ...) minent la paix dans toute la zone ; au sud, l'Afghanistan est loin d'être sécurisé, à l'est se trouve la Chine, au nord, la Russie et au sud ouest, on a l'Iran. Il faut donc trouver le chemin le moins dangereux pour le passage des oléoducs et gazoducs, mais il faut aussi qu'il y ait un "gendarme" pour assurer la sécurité de ces installations. Qui va être ce gendarme, si ce n'est les Etats-Unis ? Quel meilleur motif invoquer pour permettre l'installation de l'armée américaine, si ce n'est le danger islamiste et la lutte contre le terrorisme international, incarné par l'organisation d'Oussama Ben Laden ? La tâche de l'administration américaine a été facilitée par l'animosité que cultivent tous les nouveaux pays indépendants de la région vis-à-vis de la Russie dont ils ont subi le joug durant près de 80 ans. Ils étaient prêts à accepter "l'aide" de l'armée américaine, d'autant plus qu'elle est généralement accompagnée de quelques milliards de dollars, fournis sous forme de subventions ou de pots de vin. Dans le cas particulier de la Géorgie, on a assisté à une mise en scène semblable à celle orchestrée par le DRS algérien pour attirer les Américains dans le Sahel ; les autorités géorgiennes ont prétendu que des trafiquants, des terroristes internationaux – des tchéchènes et des djihadistes arabes en particulier – avaient envahi la vallée de Pankisi dans laquelle ils pénétraient depuis le nord, c'est-à-dire le territoire russe. Elles ont alors sollicité l'assistance de l'armée américaine pour lutter contre ce danger. Washington a répondu à la demande en lançant une initiative spécifique intitulée GTEP (Georgia Train and Equip Program), qui a débuté en avril 2002, qui était dotée au départ d'un budget de 64 millions de dollars et qui avait une durée prévue de deux ans. Présentée officiellement comme un programme destiné à augmenter les capacités d'unités militaires géorgiennes sélectionnées qui fourniraient la stabilité et la sécurité aux citoyens de Géorgie et de la région du Caucase, le département de la défense la résumait ainsi : *"Il s'agit de mettre en pratique la décision du président George W. Bush de répondre à la demande du gouvernement de Géorgie pour une assistance afin d'augmenter ses capacités de lutte contre le terrorisme et de remédier à la situation dans la vallée de Pankisi"*. Colin Powell, secrétaire d'Etat à l'époque rajoutait : *"Nous essayons d'entraîner les troupes géorgiennes dans leur lutte contre les menaces qui existent dans les gorges de Pankisi."* C'est donc bien dans ces gorges que se trouvait ce grand danger représenté par l'épouvantail Al Qaïda, tout comme au Sahel aujourd'hui.

Cependant sur le terrain les choses étaient autres. Richard Reeve, spécialiste de la Géorgie au sein du groupe Jane's Intelligence, qui publie la fameuse revue du même nom écrivait : *"Je ne pense pas que la vallée de Pankisi ait jamais constitué une menace. Maintenant que l'on ait voulu « tromper » les Américains pour les entraîner dans cette aventure, je n'en sais rien. A moins qu'ils n'aient voulu être trompés, ce qui est une autre affaire."* Les réfugiés tchéchènes (plus de 200 000 sont installés dans la vallée) ont toujours affirmé qu'il n'y avait ni terroristes, ni bandes armées dans la vallée. Même les officiers géorgiens ont fini par admettre que ces gorges étaient sûres, même si elles ont abrité, à certains moments, quelques djihadistes venus aider les Tchétchènes. Au plan officiel, le gouvernement géorgien tenait lui à démontrer qu'il "nettoyait" la vallée, car s'il avait admis que le "nettoyage" était terminé, il aurait fallu alors qu'il mette fin au programme GTEP et à la présence de l'armée américaine,

ce qu'il ne voulait faire, pour des raisons de realpolitik. On a appris aussi bien plus tard, après la fin du programme, que l'armée américaine avait installé dans la zone, un centre d'écoute spécialisé avec des auditeurs arabisants qui ont travaillé 24h/24h pendant des mois, sans repérer une présence quelconque de combattants arabes. Ils ont finalement quitté la place.

Pourquoi les Américains se sont-ils néanmoins focalisés sur la vallée de Pankisi ? C'est dans cette vallée que se trouve la base aérienne de Vasiani, située à moins d'une heure de vol du territoire russe, dans laquelle se sont installées les troupes américaines pour ne plus la quitter, même après l'achèvement du programme GTEP. Cette base a aussi l'immense avantage d'être à moins d'une cinquantaine de kilomètres du tracé d'un très gros pipeline, le Bakou – Tbilissi – Ceyhan, dont nous parlerons un peu plus loin.

Le programme a démarré, sur le terrain, en mai 2002 avec la préparation de 6 bataillons de l'armée géorgienne pour la mission qui allait être officiellement la leur, celle de lutter contre le terrorisme international. Quelques mois plus tard, le commandant du corps d'armée US, le major Scott Campbell admit publiquement devant les journalistes américains venus l'interviewer, que la formation dispensée par les marines sous ses ordres n'incluait, à vrai dire, aucune technique de lutte contre le terrorisme. Il déclarait froidement : *"Il ne s'agit pas de les aider à pourchasser les commandos d'Al Qaïda dans les gorges de Pankisi."*

Mais que faisaient alors les soldats américains dans cette région ? Comme à l'habitude, là où il y a du pétrole, on trouve l'armée américaine. Dans ce cas particulier, les Marines assuraient la sécurité des gisements pétroliers situés dans la mer Caspienne attribués à un consortium de multinationales et celle du pipeline Bakou – Tbilissi – Ceyhan par lequel est évacuée la production. C'est en septembre 1994, qu'a été signé avec le nouveau gouvernement azéri ce que BP a appelé le contrat du siècle. Ce contrat donne le droit à l'Azerbaïdjan International Operating Company (AIOC) d'exploiter le complexe des gisements offshore de Azéri – Chirag – Guneshli (ACG), situés en mer Caspienne et dont les réserves sont estimées à 5,3 milliards de barils. L'AIOC est un consortium composé des compagnies suivantes : la britannique BP, les américaines Exxon et Unocal, la norvégienne Statoil, la compagnie nationale azéri Socar, la turque TPAO et d'autres encore avec de minuscules pourcentages de participation. Le consortium a ensuite lancé dans la foulée la construction de l'oléoduc destiné à évacuer le pétrole produit vers le port turc de Ceyhan sur la mer Méditerranée. Il a créé, pour ce faire, un autre groupement de sociétés, dénommé consortium du BTC, composé des mêmes entreprises plus quelques nouvelles américaines. De tous les trajets possibles le consortium a retenu le plus cher ; le pipeline BTC est long de près de 1800 kilomètres, il a une capacité de 50 millions de tonnes par an en première phase (l'équivalent de la production totale de l'Algérie), il s'élève à trois reprises à plus de 2400 mètres d'altitude, franchit des régions connues pour leur instabilité, traverse un parc naturel, celui de Borjomi en Géorgie – une fuite y provoquerait une catastrophe écologique majeure ; son cheminement évite ainsi la Russie, l'Afghanistan, l'Iran ainsi que la traversée du Bosphore. Sa construction a coûté pas loin de 4 milliards de dollars US. Trois pays, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie sont concernés par le BTC qui constitue un cas unique dans les annales mondiales des relations entre les multinationales et les pays hôtes. Le consortium a réussi à imposer aux trois pays traversés un cadre légal, composé de deux accords : un premier, l'IGA (Inter Governmental Agreement), qui est un accord passé entre les pays eux-mêmes et un second, le HGA (Host Governmental Agreement), qui représente l'accord passé entre chaque pays hôte et le consortium ; tous deux comportent des conditions inédites et absolument draconiennes. Ainsi le HGA, stipule dans une de ses dispositions : *« ... Si quelque accord ou traité national ou international, si une quelconque législation, arrêté, promulgation, décret, accession ou autorisation, toute autre forme d'engagement, de politique, de déclaration ou de permission a pour effet de porter atteinte, d'entrer en conflit ou d'interférer avec la réalisation du projet ou d'en limiter, diminuer ou affecter négativement la valeur ou un quelconque droit,*

*privilège, concession, indemnisation ou protection accordés par cet accord ou provenant de celui-ci, un changement de loi doit être envisagé ... Les autorités de l'Etat doivent prendre toute mesure à leur portée pour restaurer l'équilibre économique ... »*

L'IGA, signé en novembre 1999, indique lui que : *« Par le présent accord, chaque état déclare et certifie que le projet de pipeline ne comprendra aucun service destiné au public dans son ensemble sur son territoire qui aurait pour but de satisfaire les besoins courants de la population. Sur son territoire, le projet n'est pas conçu, ni ne requiert de fonctionner au service ou dans les intérêts du public. »* Le HGA et l'IGA ont été ratifiés par les parlements des trois pays et resteront en vigueur 50 ans. Que dire de plus, si ce n'est que le consortium BTC est un état dans l'état et que sa volonté prévaut sur toutes les lois de chacun des trois pays, dans lesquels il est présent.

La voilà donc la véritable raison de la présence de l'armée américaine dans les gorges de Pankisi. C'est d'ailleurs déjà bien avant le 11 septembre que les néo cons se demandaient comment envoyer des "conseillers" militaires US dans la région. En février 2001, la Rand Corporation, un think tank privé mais financé par le gouvernement US, annonçait que la protection du pipeline nécessiterait d'améliorer les capacités militaires de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie. *"L'Occident sera obligé de fournir la formation et les équipements militaires nécessaires aux armées de la région du Caucase qui ne sont pas préparées pour assurer la sécurité du pipeline"* disait-elle dans un de ses rapports. Le ministre des affaires étrangères azéri disait la même chose. Quant aux supporters du projet ils annonçaient que l'instabilité chronique de la Géorgie était le plus grand risque pour l'oléoduc, car le pays traînait, à leurs yeux, les séquelles de guerres passées, souffrait d'un très haut degré de corruption et avait une ligne politique imprévisible. Ils pensaient donc déjà, à cette époque, à évincer le jour venu le responsable de cette imprévisibilité, le président Edouard Chevardnadze. Pour répondre à toutes ces "sollicitations", le gouvernement américain a envoyé des milliers de soldats non seulement en Géorgie, mais aussi au Kirghizstan (base aérienne de Manas), en Ouzbékistan (base militaire de Karshi), au Tadjikistan, au Kazakhstan et en Azerbaïdjan. Comme de bien entendu, les Américains annonçaient à qui voulait les entendre que la mise à disposition de ces "conseillers" et de cette "assistance" n'avait rien à voir avec la protection de leurs intérêts pétroliers ; elle n'était destinée qu'à aider ces pays à se protéger contre les grands méchants d'Al Qaïda et à instaurer la démocratie, version américaine. Tout comme en Irak.

Dans le courant de l'année 2003, alors même que le programme GTEP tirait vers sa fin, intervenue en avril 2004, le président géorgien Edouard Chevardnadze avait tenté de rééquilibrer sa politique étrangère en se rapprochant à nouveau de la Russie. Il était donc devenu "imprévisible", il fallait s'en débarrasser. L'administration de George W. Bush actionna cette fois-ci le National Democratic Institute (NDI) qui a organisé, manipulé et téléguidé la "révolution" dite "Révolution des roses" au cours de laquelle des milliers de manifestants extrêmement bien organisés, bien dotés en matériels informatique et en moyens de télécommunications et audiovisuels, ont organisé le siège de la présidence durant des jours et des jours jusqu'à pousser Edouard Chevardnadze à la démission. Le Wall Street Journal reconnaissait d'ailleurs dans son édition du 24 novembre 2003 que la chute du régime géorgien était l'œuvre des ONG américaines qui ont financé et entraîné des jeunes géorgiens à entamer un coup d'Etat pacifique. Le NDI est au plan officiel une organisation non gouvernementale américaine, présidée par l'ex secrétaire d'Etat de Bill Clinton, Madeleine Albright et financée par le milliardaire George Soros. En réalité, c'est une officine dont la véritable activité est de mener des actions subversives dans les pays de l'ex bloc de l'Est et de les déstabiliser jusqu'à les faire basculer définitivement dans le clan occidental, américain de préférence. Le NDI avait fait auparavant ses preuves en Serbie en manipulant là aussi un groupe de jeunes rassemblés au sein du mouvement Otpor (Résistance), qui ont mené eux aussi leur coup d'Etat pacifique qui a abouti à l'éviction de Slobodan Milosevic du pouvoir.

Après la Géorgie où le "mouvement de jeunes" prit le nom de Kmara (Assez), on retrouvait le NDI en Ukraine où la "révolution orange" était pilotée par le mouvement Pora (C'est le moment). Il n'échoua qu'en Biélorussie où le mouvement Zubr (Les aurochs) ne réussit pas à renverser le régime en place. Il est à signaler que tant à Belgrade qu'à Tbilissi les opérations de déstabilisation des pouvoirs en place ont été conduites sous la supervision directe de l'ambassadeur des Etats-Unis en poste au moment des faits qui se trouve avoir été le même dans les deux cas, Mr. Richard Miles.

Tout comme ils avaient fait avec Zoran Djindjic en Serbie, trois années auparavant, le NDI et l'ambassade américaine à Tbilissi ont propulsé Mikheil Saakashvili, un jeune politicien de 37 ans sur le devant de la scène et lui ont fourni l'assistance technique et financière nécessaire pour créer son propre parti, le Mouvement national démocrate, qui n'est que la vitrine légale du mouvement subversif Kmara ; ils financèrent aussi sa campagne électorale à l'élection présidentielle de janvier 2004. Il fut élu président de la république, grâce à l'armada de spécialistes en communication qu'ils mirent à sa disposition, aux moyens audiovisuels qu'ils lui fournirent et aux millions de dollars qu'ils injectèrent dans sa campagne. La même opération a eu lieu au mois de janvier dernier quand Mikheil Saakashvili a été réélu, pour la seconde fois, président de la république. Des doutes sérieux ont cependant été émis par de nombreux observateurs quant à la sincérité de ce scrutin.

On ne sera pas surpris d'apprendre que Mikheil Saakashvili est farouchement pro occidental, qu'il a été boursier du Département d'Etat des Etats-Unis, qu'en tant que tel, il a fait des études à l'Ecole de droit de Columbia et qu'il est docteur en droit de l'Université George Washington. Il a également travaillé aux Etats-Unis, à New York, au cabinet d'avocats Patterson Balknap Webb & Tyler avant de rentrer au pays et de se lancer en politique.

Le GTEP était terminé, mais l'armée américaine n'a pas pour autant quitté le pays. C'est bien au contraire une coopération à plus long terme qui a été instaurée, à la demande de la partie géorgienne nous disent les sources américaines. Cette nouvelle collaboration a pour but de restructurer l'armée géorgienne, institutionnaliser les standards militaires, les systèmes et surtout la doctrine US au sein de l'armée. Avec cette dernière étape avant l'intégration à l'OTAN, la boucle était bouclée. La menace Al Qaïda a, en fin de compte, permis la prise de contrôle du pouvoir politique, puis celle de l'armée.

## **Le Kosovo**

La guerre du Kosovo, marquée particulièrement par le bombardement de la Serbie, a eu lieu en 1999 ; elle s'est soldée, le 17 février dernier, par une indépendance auto proclamée de la province serbe et le nouvel état a été immédiatement reconnu par les Etats-Unis, la Grande Bretagne, l'Allemagne et la France. Le fait que l'OTAN se soit "portée au secours" des Kosovars, ait bombardé Belgrade, ait gardé la mainmise sur ce territoire durant neuf ans et l'ait poussé à proclamer son indépendance en violation de tous les textes des Nations Unies, en particulier la résolution 1244 du Conseil de sécurité, par laquelle celui-ci garantissait l'intégrité territoriale de la Serbie, démontre bien que de très gros intérêts sont en jeu dans cette région. Les Kosovars ne se sont pas trompés sur l'identité du pays qui leur a fait cadeau de cette indépendance, vu qu'ils n'ont arboré que le drapeau américain et celui de leurs cousins albanais, lors des manifestations de joie de la population qui ont marqué l'évènement. Les intérêts des uns et des autres dans cette affaire ne sont pas les mêmes. Pour les Européens, l'Allemagne et la France en particulier, la Grande Bretagne beaucoup moins, il s'agit de faire en sorte que l'Union Européenne reste présente dans le pays, y joue un rôle plus ou moins important, selon le bon vouloir des Américains et qu'à terme l'ensemble des pays balkaniques intègrent l'Union. Pour les Américains, la militarisation de la région, la présence en masse de leur armée et *la création d'un patchwork de protectorats*, comme le dit si bien le professeur

Michel Chossudovski, constituent des conditions sine qua none pour la protection de leurs intérêts. Il s'agit aussi de contrer l'influence allemande et partant celle de l'Union Européenne dans une des régions les plus sensibles de l'ex Europe de l'est, arrière cour de l'Allemagne. Et pourtant, il n'y a pas de pétrole au Kosovo ; oui, mais il y a le corridor Est - Ouest n° 8 et il y a le pipeline AMBO.

A la même époque où avaient lieu les études et la réalisation du pipeline Bakou – Tbilissi – Ceyhan, le gouvernement américain faisait prendre en charge par le budget fédéral les études de faisabilité pour la construction d'un autre oléoduc qui relierait le port bulgare de Burgas à celui en eau profonde de Vlora en Albanie et qui traverserait la Macédoine et le Kosovo. Ce pipeline porte le nom de AMBO, du nom de la société de droit américain, dont le siège est à New York, qui a été chargée de sa construction et de son exploitation, l'Albanian Macedonian, Bulgarian Oil Corporation. Il sera d'une longueur de 894 kilomètres, transportera 35 à 40 millions de tonnes de pétrole par an et coûtera environ 1,5 milliards de dollars. Il sera doté de 4 stations de pompage intermédiaires, deux en Bulgarie, une en Macédoine et une en Albanie. Le pétrole qu'il charriera proviendra de la région de la mer Caspienne et devrait arriver à Rotterdam ou sur la côte est des Etats-Unis à un prix très compétitif, vu qu'il évitera le goulot d'étranglement du détroit du Bosphore. Le projet a été gelé en 1996, puis remis à l'ordre du jour avec l'arrivée de George W. Bush au pouvoir. Il a alors été confié à l'Agence pour le commerce et le développement (Trade and development agency – TDA) qui l'a intégré à son Initiative pour le développement des Balkans du sud (South Balkan Development Initiative – SBDI). L'objectif officiellement affiché de cette initiative est "d'aider l'Albanie, la Bulgarie et la Macédoine à développer et à intégrer leurs infrastructures de transport à travers le corridor Est – Ouest qui les relie". Comme toutes les autres initiatives lancées par l'administration américaine, qu'il s'agisse de la GTEP en Géorgie, de la PSI au Sahel ou d'Enduring Freedom en Afghanistan, celle-ci aussi nous est annoncée comme une opération destinée à venir en aide à de pauvres populations à travers le monde. C'est pour accomplir ce "geste de charité" que de nouvelles études de faisabilité ont été confiées par TDA à Brown and Root Corporation, la filiale engineering de Halliburton, dont Dick Cheney a été le PDG. Après quoi, c'est tout naturellement qu'un haut responsable de Halliburton, Ted Ferguson a été nommé président de l'AMBO.

Qu'est-ce que ce corridor n° 8 ? C'est un no man's land de plusieurs kilomètres de large, qui relie la mer Noire à l'Adriatique, à l'intérieur duquel sera construit l'oléoduc, dont la pose devrait commencer vers la fin de cette année, pour une mise en production en 2011. Il y aura à l'intérieur de ce corridor d'autres infrastructures, dont une autoroute, une voie de chemins de fer, des stations d'écoute, un réseau de télécommunications par fibre optique, un gazoduc et puis surtout la plus grande base militaire américaine construite en dehors du territoire des Etats-Unis depuis la guerre du Vietnam, le camp de Bondsteel.

Dans un article intitulé "La puissance américaine au cœur de l'Europe et le pétrole de la Caspienne", Paul Stuart nous décrivait, encore en 2002, ce camp construit sur 500 hectares de terre agricole, dans le sud ouest du Kosovo, près de la frontière macédonienne comme suit : *« Le camp compte 25 kilomètres de routes et plus de 300 bâtiments, le tout entouré de 14 kilomètres d'enceinte en terre et béton, 84 kilomètres de barbelés et 11 miradors. Il est si grand qu'on y distingue un centre ville, des faubourgs et des banlieues ; il y a des secteurs commerciaux, des salles de sport ouvertes jour et nuit, une chapelle, une bibliothèque et l'hôpital le mieux équipé d'Europe. Présentement, 55 hélicoptères Blackhawk et Apache y sont basés ; il n'y a pas de piste d'aviation, mais le lieu a été choisi en raison de ses possibilités d'extension. Selon certains, il pourrait être appelé à remplacer la base d'Aviano en Italie ... Ceux qui ont visité Bondsteel disent que c'est comme changer de siècle : les alentours sont extrêmement pauvres, avec un taux de chômage de 80%, puis le camp apparaît*

*à l'horizon avec son ensemble de paraboles, d'antennes de télécommunications et d'hélicoptères de combat qui tournoient au-dessus. »*

Avant même le début des bombardements sur la Yougoslavie en 1999, le Washington Post soulignait : « *Le Moyen Orient devenant de plus en plus fragile, nous allons avoir besoin de bases et de droit de survol aérien dans les Balkans pour protéger le pétrole de la mer Caspienne.* » Pendant les bombardements, le général britannique Michael Jackson, commandant en chef pour la Macédoine déclarait de son côté ; « *... Il est certain que nous resterons ici longtemps, pour pouvoir garantir la sécurité des couloirs énergétiques qui traversent ce pays.* » Quant à George W. Bush, il déclarait aux troupes stationnées à Bondsteel, lors de son premier voyage à l'étranger en 2001, que "les troupes américaines étaient au Kosovo pour y rester."

Le 27 décembre 2004 a été publiée une déclaration commune des premiers ministres albanais, bulgare et macédonien relative à la réalisation du projet d'oléoduc, qui a été suivie dans la foulée par la signature entre les représentants des trois gouvernements d'un côté, et le PDG de la société AMBO, de l'autre, de la convention par laquelle ces gouvernements reconnaissaient l'AMBO comme étant l'unique organisme chargé de la construction de l'oléoduc Burgas – Vlore et lui accordaient l'exclusivité pour négocier tous contrats ou accords avec les investisseurs et organismes de crédit engagés dans la réalisation de l'ouvrage. Par cette même convention, les trois gouvernements s'interdisaient de publier toute information confidentielle relative au projet. C'est en octobre 2006 que l'Albanie et la Macédoine d'abord, puis la Bulgarie et la Macédoine ensuite, passaient des protocoles d'accords fixant les points d'entrée et de sortie du pipeline dans chacun des pays. C'est enfin, le 31 janvier 2007 que l'Albanie, la Bulgarie et la Macédoine signaient une convention trilatérale, ratifiée par les parlements des trois pays, qui fixe les conditions dans lesquelles se dérouleront la construction, l'exploitation et l'entretien de l'oléoduc transbalkanique. Qui sont les heureux bénéficiaires de l'ensemble du projet ? La grosse entreprise à tout faire du ministère de la défense américain, Halliburton, qui a déjà engrangé quelques centaines de millions de dollars dans cette affaire ; viendra plus tard le tour des géants pétroliers BP – Amoco – Arco et Chevron – Texaco.

"L'indépendance" du Kosovo est le dernier maillon qui restait encore en suspens pour verrouiller complètement la chaîne de bout en bout. Voilà donc pourquoi, nous avons assisté à cette parodie, le 17 février dernier, par laquelle ce "pays" n'obtient d'ailleurs même pas un semblant d'autonomie. Tout comme pour la Bosnie voisine, c'est un haut représentant de la communauté internationale – les Etats-Unis et l'Union Européenne, en l'occurrence – qui détiendra tous les pouvoirs normalement dévolus à un chef d'état. C'est lui qui mènera la politique étrangère du pays ; au plan intérieur, il aura tous pouvoirs de contrôle sur tous les actes de tous les ministères ou organismes d'état, il approuvera ou rejettera toute loi, tout comme il nommera ou limogera tous les hauts responsables. Quant à la sécurité de la région, c'est l'OTAN, autant dire l'armée américaine, qui en aura la charge.

Comme quoi et encore une fois, dès qu'on sent une odeur de pétrole quelque part, voici qu'apparaît l'armée américaine ; s'il faut violer la légitimité internationale, et remettre en cause unilatéralement une résolution adoptée à l'unanimité des pays membres du Conseil de sécurité, qu'à cela ne tienne

## **Le Sahel**

La soif de pétrole a amené les Américains à s'installer dans le Sahel également ; pour justifier cette installation, il a fallu faire appel encore une fois à Al Qaïda. L'intervention de l'armée américaine est présentée ici aussi sous la forme d'une aide fournie par la généreuse Amérique aux pauvres pays de la région. A l'origine se trouve une fumeuse théorie, la "banana theory" émise par les stratèges du Pentagone en 2002, selon laquelle les Talibans et les combattants

arabes d'Al Qaïda, une fois battus et chassés d'Afghanistan, iraient se terrer et reconstituer leurs troupes dans une autre zone de non droit ; il fut décrété que cette zone serait celle, en forme de banane, qui s'étend depuis l'Erythrée jusqu'à la Mauritanie. Encore fallait-il trouver le motif pour lequel les troupes américaines débarqueraient, cette fois-ci, dans plusieurs pays à la fois. Le Département du renseignement et de la sécurité algérien (DRS) allait leur fournir un alibi en or avec la saga des 32 touristes européens pris en otages, au Sahara algérien, au mois de mars 2003, par un groupe du GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat), dirigé par un agent infiltré du DRS, Amara Saïfi, alias Abderrezak El Para. Au cours de cette épopée rocambolesque, montée de toutes pièces et dirigée par le DRS, les 32 otages (des Allemands, des Suisses et des Autrichiens) ont été trimballés pendant 177 jours à travers le sud algérien avant d'être libérés au Mali. Avant cette affaire, le DRS avait fait plusieurs appels du pied aux Américains afin de les attirer dans la région. Ainsi, par exemple, en 2001 déjà, avait-il annoncé que l'armée algérienne avait abattu un combattant yéménite, envoyé spécial d'Oussama Ben Laden, venu prendre attache avec Abderrezak El Para précisément (qui n'était officiellement que n°2 dans l'organisation du GSPC), lequel avait alors annoncé le ralliement de son organisation à Al Qaïda ; de même, après les attentats du 11 septembre, un communiqué, attribué au GSPC mais très probablement concocté par les services de renseignements algériens, publié sur internet, annonçait que le groupe terroriste allait s'attaquer aux installations des compagnies pétrolières américaines présentes en Algérie, ce qu'il ne fit jamais. Les Américains étaient restés sourds à ces appels. L'enlèvement des touristes européens avait été une affaire très médiatisée, qui se déroulait loin de tout regard, dans le décor grandiose du Sahara, avec une attaque présumée de l'armée algérienne qui aurait abouti à la libération d'un premier groupe d'otages, sans que, au dire même des touristes libérés, leurs ravisseurs aient été empêchés le moins du monde de se retirer ; l'épopée s'est terminée 1000 kilomètres plus loin par la libération du reste du groupe. La planète entière avait retenu son souffle devant ce véritable film hollywoodien. Le DRS venait de fournir la preuve que le Sahel était effectivement devenu une zone de non droit, que les terroristes d'Al Qaïda y faisaient la loi, passaient d'un pays à l'autre sans qu'aucune des armées de la région puisse les en empêcher et pouvaient faire plier les services de sécurité allemands, le BND, les obliger à négocier avec eux et à payer une très forte rançon. Les Américains ne pouvaient rêver meilleur alibi qui leur permettait de venir remettre un peu d'ordre dans la région. Ils venaient d'acquérir la légitimité nécessaire pour mener leur lutte contre le terrorisme international, y compris dans cette région du monde, avec pour corollaire la possibilité d'installation de bases de l'European Command à travers le continent. Cette intervention a été appelée Pan Sahel Initiative (PSI) et est entrée en action sur le terrain en janvier 2004. Dotée d'un budget de 100 millions de dollars, elle a consisté à assister les armées et les forces de sécurité de 4 pays du Sahel, le Mali, le Tchad, la Mauritanie et le Niger à mieux contrôler leur propre pays, leurs frontières communes, assurer la sécurité et pourchasser les terroristes. En vertu de la théorie émise par George W. Bush au lendemain du 11 septembre, selon laquelle on ne pouvait être qu'avec les Etats-Unis ou contre eux, les 4 pays concernés n'avaient pas d'autre choix que de se soumettre à la volonté de la puissance américaine, même s'ils n'étaient pas nécessairement convaincus par la mise en scène orchestrée par le Pentagone et ses nouveaux alliés algériens du DRS. Tout comme en Géorgie, il s'agissait là aussi d'équiper et entraîner les armées locales en vue de la tâche qui allait être dorénavant la leur, celle de protéger les intérêts américains de la région. La tâche de formation a été dispensée par l'armée américaine elle-même en Mauritanie et au Mali, tandis qu'elle a été sous traitée à la société Pacific Architects & Engineers de Los Angeles au Tchad et au Niger. La PSI s'est étendue à 5 autres pays en 2005 et a pris le nom de Trans Saharian Counter Terrorism Initiative (TSCTI), les pays en question étant, l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, le Sénégal et le Nigeria.

Ces deux initiatives ont surtout permis à l'armée américaine de s'installer durablement dans la région, d'où elle était absente jusque là. Elle lui a aussi permis de créer un chapelet de bases légères et d'obtenir des droits d'atterrissage et d'utilisation des facilités aéroportuaires dans la zone. L'une des plus importantes parmi ces bases est celle de Tamanrasset dans l'extrême sud algérien. C'est en 2003 qu'a commencé à circuler l'information relative à l'existence de cette base, une information tout le temps démentie par le gouvernement algérien. Du côté américain, le commandant en chef de l'EUCOM, le général Jim Jones déclarait qu'il n'était pas question d'installer une base permanente en Algérie, mais de disposer de droits d'atterrissage uniquement, sur l'aéroport de Tamanrasset dont la longueur des pistes, au-delà de la normale, convenait aux avions militaires également ; ceci au moment même où avançait à grands pas la construction de ce que les populations locales pensait être une base d'écoute et contrôle de satellites de la NASA, vu les panneaux installés sur le chantier.

Jeremy Keenan, Senior Research Fellow and Director of the Sahara studies program (chercheur associé et directeur du programme d'études sur le Sahara) de l'université d'East Anglia en Grande Bretagne, nous décrit cette base dans une étude intitulée "Base militaires, contrats de construction et production de pétrole en Afrique du nord" ; voici ce qu'il en dit :

*« La construction de cette base a été confiée à la société BRC (Brown & Root – Condor) qui a sous traité la partie BTP à la société canadienne RSW – SCATT. Elle est entourée d'un haut mur d'enceinte et a une dizaine de kilomètres de pourtour ; elle possède une piste d'atterrissage de 4000 mètres de longueur qui permet d'accueillir les plus gros avions de l'armée américaine. Elle est constituée d'au moins 5 hangars et possède des facilités d'accueil (logement, restauration, etc.) pour un minimum de 2000 personnes, ainsi qu'une piscine olympique. Vers le mois de février 2006, elle avait abrité environ 400 hommes, une information confirmée par les policiers de l'aéroport de Tamanrasset, les contrôleurs aériens, les ouvriers embauchés sur le chantier et les commerçants de la ville ; le contrôle aérien confirme que ces 400 hommes sont arrivés par deux vols en provenance d'Allemagne. Ils ont été ensuite déployés vers le nord du Mali. RSW – SCATT a connu quelques difficultés dans la construction de la piste, car ils ont eu à dégager une quantité plus importante que prévue de granite. Ils ont eu également à construire des digues pour protéger la piste et les quartiers d'habitation contre les crues de l'oued Aguenar, la base étant située dans la vallée de cet oued. Afin de disposer des volumes d'eau nécessaires pour les énormes quantités de béton qu'ils ont eu à couler, ils ont dû forer un puits d'eau dans l'oued Otoul, 10 à 15 kilomètres plus au nord ; le pompage dans ce puits a été si important qu'il a affecté l'approvisionnement en eau des populations locales. »*

Le scandale BRC ayant éclaté dans le courant de l'année 2006 et les relations algéro-américaines s'étant détériorés, la construction de la base, qui semble être aujourd'hui à l'abandon, a été arrêtée. Jeremy Keenan se demande même qui, de l'Algérie ou des Etats-Unis, va payer la note, étant donné que des deux côtés on nie l'existence même de cette base. Il est fort probable que le gouvernement algérien finira par reconnaître qu'il existe bien une base militaire à cet endroit, qu'elle appartient à l'armée algérienne et que la présence de soldats américains n'était qu'un épiphénomène passager.

Quoiqu'il en soit, l'armée américaine est bel et bien installée au Sahel, sa présence dans la zone durera encore longtemps et n'a rien à voir avec la menace planétaire d'Al Qaïda ; il s'agit pour elle, tout simplement, de protéger les intérêts des compagnies pétrolières américaines présentes dans la région. Du Nigeria à l'Algérie, du Tchad à la Mauritanie, en Libye, en Tunisie, au Cameroun ou, un peu plus au sud, en Angola, elles sont toutes présentes, des plus grandes au plus petites. Exxon – Mobil, Chevron – Texaco, Conoco – Phillips, Hess, Marathon Oil, Anadarko, BP, Halliburton et ses filiales et bien d'autres encore, elles sont toutes là. Vers 2020, au moins le quart du pétrole importé par les Etats-Unis proviendra d'Afrique. Et puis n'oublions pas que la Chine, l'autre gros consommateur de

pétrole est entrain de s'installer elle aussi durablement en Afrique ; il faut donc s'opposer à ce danger également et rafler un nombre maximum de barils avant qu'elle ne les prenne. La véritable raison de la guerre de Bush au Sahel est bel et bien de s'accaparer des richesses pétrolières des pays riverains.

Notre conclusion sera très simple ; là où il y a du pétrole, on verra accourir les compagnies pétrolières américaines, puis derrière elles, l'armée US, car qui contrôle les sources d'hydrocarbures, contrôle l'économie mondiale. Les compagnies françaises, italiennes ou chinoises accourent elles aussi vers ces régions, mais ni l'armée française, ni l'armée italienne, ni l'armée chinoise ne s'installent à proximité. Seules les troupes de l'oncle Sam le font. Depuis le 11 septembre 2001, l'argument qui justifie ce déploiement tous azimuts est toujours le même : la présence de l'ogre Al Qaïda qu'il faut chasser. Quel épouvantail que cette Al Qaïda ! Un épouvantail si commode que s'il n'avait pas existé, il aurait fallu le créer ! Et comme par hasard, même dans les régions du monde où Al Qaïda n'est pas présente, elle apparaît comme par enchantement, à partir du moment où arrive l'armée américaine. On vous l'a dit, c'est le couple infernal. Parions qu'elle sera présente demain en Iran ou même au Venezuela, si les GIs venaient à y intervenir !

#### Références :

Where the quest for oil meets the war on terror, par Raffi Khatchadourian

Afghanistan, the Talibans and the Bush oil team, par Wayne Wadsen

Why did we invade Irak anyway ? Putting a country in your tank, par Michael Schwartz

America at war in Macedonia, par Michel Chossudovsky

Military bases, construction contracts and oil production in North Africa, par Jeremy Keenan

Enregistrement vidéo de l'interview du 2 novembre 2007 de Benazir Bhutto au canal anglais d'Al Jazeera.